

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

MARCHE N°

ESSAIS DE CONTROLE DE QUALITE
DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE VOIRIE
A AIT MELLOUL

Cahier des Prescriptions Spéciales

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PREFECTURE D'INEZGANE AIT MELLOUL
COMMUNE AIT MELLOUL
DIVISION TECHNIQUE

MARCHE N°

ESSAIS DE CONTROLE DE QUALITE
DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE VOIRIE
A AIT MELLOUL

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Monsieur **le Président du Conseil de la commune Ait Melloul**, ordonnateur du budget communal agissant au nom et pour le compte de la Commune d'Ait Melloul. MAITRE D'OUVRAGE
Désigné ci-après par le terme « la CAM »

D'une part,

ET :

- Mr (Mme) : _____
- en qualité au sein de son entreprise _____
- Numéro de TELEPHONE _____
- numéro du FAX _____
- ADRESSE ELECTRONIQUE _____
- Agissant au nom et pour le compte de _____

- Faisant élection de domicile à _____

- Adresse du siège social à _____

- Inscrit au registre de commerce de: _____ sous n° _____
- Affilié à la C.N.S.S sous N° _____
- Titulaire du compte (RIB) 24 chiffres: n° _____

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- Ouvert à _____ au nom de _____
- Patente n° : _____
- identification fiscale :
- ICE : _____

Désigné ci-après par le terme « prestataires du service »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT:

CHAPITRE I INDICATIONS GENERALES ET DESCRIPTIONS DES ETUDES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet: **essais de contrôle de qualité des travaux de renforcement de voiries à Ait Melloul, préfecture Inzegane Ait Melloul.**

ARTICLE 2: MODE PASSATION DU MARCHÉ ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

a) **mode passation du marché**

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et paragraphe1 de l'article 17 et de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

b) **Consistance Des prestations :**

La prestation du prestataire du service consiste aux essais de contrôle de qualité des travaux des projets suivants :

1. **Travaux de renforcement de voiries au centre de la ville.**
2. **Travaux de renforcement de voiries au quartier Barmat.**
3. **achèvement de travaux de la place moulay omar**

ARTICLE 3: PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après dans l'ordre de priorité sont

1. L'acte d'engagement.
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS).
3. Le bordereau des prix - détail estimatif.
4. Le (CPC)
5. Le CCAG-EMO.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, le prestataire du service est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

ARTICLE 4: TEXTES GENERAUX

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment:

- Dahir N°1-56-211 du 8 Joumada I 1376(11/12/1956) relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés
- le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015) portant promulgation de la loi n° 113-14 relatif au communes
- la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436 (19 FEVRIER 2015)
- Décret n°2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
- Décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04/06/2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat(ccag-emo)
- Décret portant loi n° 2-09-441 du 17 moharrem 1431 (3 Janvier 2010) portant règlement de la comptabilité publique des collectivités locales et de leurs groupements.
- les textes applicatifs de la loi n° 45.08 relative à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements.
- Décret n° 2-98-984 du 04 Hijja 1419 (22 mars 1999) instituant pour la passation de certains marchés de service pour le compte de l'Etat, un système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.
- le décret n°2-14-272 DU 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics
- Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les *intérêts moratoires* relatifs aux commandes publiques
- Décret n° 2-01-437 du 1er rejet 1422 (19/09/2001) instituant, pour la passation des marchés pour le compte de l'Etat, un système de qualification et de classification des laboratoires de bâtiment et de travaux publics. .
- Les textes officiels portant réglementation de la main d'œuvre et les salaires et notamment le Décret Royal N° 2.73.685 du 12 Kadaa 1395 (08/12/1973) portant revalorisation des salaires minima.
- Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de

la révision des prix des marchés publics.

- Arrêté du ministre de l'économie de finances n°1593-15 DU 19 RAJEB1436 (08mai 2015) fixant les modèles de documents pour le nantissement des marchés publics.
- Arrêté du ministre l'intérieur n° 3574-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
- Arrêté du ministre l'intérieur n° 3573-13 du 6 safar 1435 (10 décembre 2013) fixant les Cahiers des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
- La circulaire N°123/4013/001174 du 23 Mars 1987 Ministère de l'Equipeement, De la Formation Professionnelle Et de la Formation des cadres Création d'index globaux bâtiment et travaux Publics.
- Arrêtés du Ministre de l'Equipeement et du Transport n° 2523-13 du 04 chaoual 1434 (12 août 2013) abrogeant et remplaçant la liste des activités des laboratoires de bâtiment et de travaux publics annexée au décret n° 2-01-437 du 1er regeb 1422 (19 septembre 2001) instituant, pour la passation des marchés pour le compte de l'Etat, un système de qualification et de classification des laboratoires de bâtiment et de travaux publics
- Le CPC fixant les règles de conception et de calcul des structures en béton armé (RMBA 07) applicable à certains marchés d'études ou de travaux de construction des ouvrages en béton armé approuvé par l'arrêté du ministre de l'Equipeement et du Transport n° 1854-07 du 11 octobre 2007;
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Textes techniques:

- Le cahier des prescriptions communes (CPC) applicable aux travaux routiers courants du Ministère des Travaux Publics et édité par lui en vertu de l'arrêté n° 451-83 du 06/12/82, tel qu'il a été modifié ou complété.
- Les règles CCBA et BAEL
- Le règlement parasismique RPS 2000 en vigueur au Maroc
- Les arrêtés du Ministère de Travaux Publics du 3 Joumada-I 1416 (29 Septembre 1995) approuvant les cahiers des prescriptions communes applicables aux travaux relevant du Ministère des Travaux Publics énumérés dans le B.O n°4340 du 12 Chaaban 1416 (3-1-1996).
- Le Dahir n°170-157 DU 26 Joumada-I 1390 (30 Juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle, notamment son article 3 définissant l'ensemble des normes marocaines homologuées se rapportant aux travaux de bâtiment.
- Les normes marocaines et à défaut les normes françaises concernant tous les lots.
- Les documents techniques unifiés (DTU).
- Le circulaire n° 1.61.SGG du 30 Janvier 1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication marocaine.

ARTICLE-5: ETENDUE DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le présent marché comprend l'exécution des prestations de prestataire du service des essais et du contrôle dans les conditions spécifiées dans les cahiers des charges et suivant les règles de la profession pour garantir la réalisation des ouvrages objet du contrôle suivant les normes et garanties de sécurité en vigueur.

Le prestataire du service effectue les prélèvements et assure leur conservation, leur transport, effectue les mesures et les essais et fournit en plus les rapports des résultats obtenus et leurs interprétations avec indication des valeurs d'encadrement. Il doit indiquer ses remarques et observations sur les essais.

Le prestataire du service est responsable de la fiabilité des essais et de l'exactitude des résultats et assume toute erreur ou faute professionnelle à ce sujet.

Le marché comprend:

- ❖ La prestation du personnel et de son encadrement tant sur le terrain qu'au prestataire du service.
- ❖ La fourniture du matériel et des produits nécessaires aux missions.
- ❖ La documentation et notamment les normes et les modes opératoires des essais.
- ❖ La prestation de matériel de toute nature nécessaire pour la réalisation de ses missions.
- ❖ La production des rapports en minute ou par fax et en édition définitive, le rapport de fin de chantier.
- ❖ Le maître d'ouvrage facilitera au prestataire du service l'accès aux informations et documents utiles et relatifs à la réalisation des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, et dont disposent les différents départements tant au niveau local, qu'au niveau national.
- ❖ Les normes appliquées sont celles indiquées par le CPS et les documents techniques des projets à contrôler.

ARTICLE- 6: VALIDITE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION - ORDRE DE SERVICE

a- Validité du marché

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente, conformément à l'article 99 de la loi organique n°113-14 relative aux communes promulguée le Dahir n°1-15-85 du 20 ramadan 1436 (07 juillet 2015).et de l'article 152 du décret 2-12-349 (20/03/2013) relatifs aux marchés publics

b- Délais d'exécution et d'intervention et de fourniture des rapports

Le délai contractuel global d'exécution du présent marché est fixé à partir du lendemain de la date de LA réception la notification l'ordre de service invitant le Prestataire De Service pour commencer l'exécution des prestations objet du présent marché jusqu'à la fin des prestations faisant objet des projets des travaux signalé à l'article 2 du présent cahier des prescriptions spéciales.

Le prestataire du service doit intervenir pour prendre les échantillons, les mesures ou procéder aux essais dans le délai fixé dans la demande d'intervention qui lui sera faite et transmise par le maître d'ouvrage. Ce délai doit être compatible avec les dispositions à prendre et peut être au minimum **de 24 vingt quatre heures et au maximum 48 quarante huit heures** .

Le rapport de chaque intervention doit être fourni par **Le prestataire du service** au maître d'ouvrage **en 04 quatre exemplaires dans un délai de trois 03 jours** qui suivent la fin des opérations de mesures ou des essais correspondant. Cependant en cas de nécessité ou d'urgence les résultats seront communiqués par fax confirmé et ensuite par l'envoi du rapport ou par tout moyen de communication pouvant donner date certaine.

ARTICLE-7: DELAI D'APPROBATION

La notification du marché par le Maître d'ouvrage sera faite au prestataire du service dans un délai maximum de soixante quinze jours (75 jours) à partir de la date de l'ouverture des plis .Les conditions de prorogation sont régies par le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés publics notamment ses articles 33 et 153 .

ARTICLE-8: DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article- 6 du C.C.A.G-EMO Le prestataire du service acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE-9: PENALITES DE RETARD ET INTERET MORATOIRES

En cas de non-respect par le Prestataire Du Service des délais impartis fixés à l'article 6 , il lui sera appliqué une pénalité journalière de retard égale à **1/1000** du montant initial du marché par jour de calendrier. Les pénalités sont cumulables et déduites d'office des sommes qui lui sont dues au titre du marché et en cas d'insuffisance sur son cautionnement définitif sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

En application des dispositions de l'article 42 § 3 du CCAG-EMO, le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus en cours de l'exécution du marché.

ARTICLE-10: REVISION DES PRIX

En application l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 MARS 2013) relatif aux marchés , les prix du présent marché seront révisables selon la formule suivante:

$$P/ P_0 = [0.15 + 0.85 (ING/ING_0)]$$

P : étant le montant hors taxe révisé de la prestation considérée;

P₀ : étant le montant initial hors taxe de cette même prestation au moment de remise de l'offre.

ING : étant la valeur de l'index d'ingénierie Du mois de la date d'exigibilité de la révision;

Ingo : étant la valeur de même index d'ingénierie Du mois des date limites de la remise d'offres.

les prix faisant objet du présent marché seront révisables dans les conditions précisées dans l'article 35 CCAG-EMO et les dispositions de l'Arrêté du chef de gouvernement n° 3-302-15 du 15 Safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics

ARTICLE-11: SOUS-TRAITANCE

Se conformer à l'article-158 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ARTICLE-12: SECRET PROFESSIONNEL

Le prestataire du service du présent marché et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements recueillis et documents portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Administration, ils ne peuvent communiquer à des tiers ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'Administration des renseignements qui leur sont fournis et des résultats d'examen, essais et recherches effectuées pour accomplir leur mission.

ARTICLE-13: ASSURANCES

Avant tout commencement de l'exécution du présent marché, le Prestataire Du Service titulaire du présent marché doit adresser à la **Commune** une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés, justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché et précisant leurs dates de validité, à savoir ceux rapportant aux accidents de travail, aux véhicules automobiles et engins, la responsabilité civile incombant au prestataire du service. Conformément au décret n° 2-05-1434 Du 26 Kadda 1426 (28/12/2005) approuvant la modification de l'article 20 du CCAG-EMO.

ARTICLE-14: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015) étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Administration en exécution des prescriptions du présent marché sera opérée par les soins de **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus par la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 DU 29 Rabii II 1436(19 FEVRIER 2015), est **du Président de Conseil de la Commune Ait Melloul**.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le **percepteur d'Ait Melloul**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- En application de l'article 11 du CCAGT et de l'article 4 de la loi 112-13, La **Commune Ait Melloul** délivrera à sans frais l'entrepreneur sur sa demande et contre son récépissé un exemplaire en copie conforme de son marché.
- Les frais de timbre et d'enregistrement de l'exemplaire unique ainsi que Les frais de timbres de la copie l'original conservé par l'administration sont à la charge de prestataire du service.

ARTICLE-15: DOMICILE DU prestataire du service

A défaut par Le prestataire du service titulaire du présent marché de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du C.C.A.G-EMO en ne faisant pas éléction de domicile à proximité des études, toute notification lui sera valablement faite à l'adresse de son siège social indiqué au CPS.

ARTICLE-16: REGLEMENT DE LITIGES

Si, dans le cours de l'exécution du marché, des difficultés s'élèvent entre la commune ait Melloul et le prestataire du service, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 53 et 54 du CCAG – EMO.

En cas de désaccord, le litige est soumis aux tribunaux compétents Conformément à l'article-55 du C.C.A.G-EMO.

ARTICLE-17: MODE DE REGLEMENT ET AVANCE et intérêt moratoires

Toutes les prestations seront payées d'après les quantités réellement exécutées et régulièrement constatées par application des prix du Bordereau des prix- Détail estimatif.

Le règlement des prestations faisant objet du présent marché sera effectué par virement au compte courant du prestataire du service indiqué dans son acte d'engagement sur la base des décomptes provisoires et définitifs.

les avances seront accordées aux prestataires du service des prestations faisant objet du présent marché. dans le respect des dispositions et de l'article 38 du **CCAG-EMO** et de décret n°2-14-272 DU 14 Rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière de marchés publics.

en cas de retard de paiement des sommes dues au prestataire de service les dispositions de l'article 43 du **CCAG-EMO** et Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les *intérêts moratoires* relatifs aux commandes publiques seront applicables.

ARTICLE-18: RECEPTION PROVISoire ET DEFINITIVE

La réception provisoire et La réception définitive seront prononcées dès l'achèvement des missions des essais et l'élaboration des rapports d'interprétation. Des projets en questions.

ARTICLE-19: RESILIATION

La résiliation éventuelle du marché peut être prononcée dans les conditions et cas fixées par le C.C.A.G-EMO. Et le décret n°2-12-349 du 20/3/2013 relatifs aux marchés publics.

ARTICLE-20: CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à **8.000,00 dhs (huit mille dirhams)** Ce cautionnement sera restitué au titulaire du présent marché après que le Prestataire Du Service ait réalisé le cautionnement définitif dans les délais cité ci-après au présent article et tout en respectant les législations en vigueur.

Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les 30 trente jours qui suivent la date de la réception de la notification d'approbation du présent marché, ce cautionnement sera restitué au titulaire du présent marché à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage après la réception définitive des prestations tout en respectant les législations en vigueur.

- **Le présent marché ne comporte pas de retenue de garantie ni délai de garantie.**

ARTICLE-21: DROIT DE REPRODUCTION DES RESULTATS

Le commune Ait Melloul se réserve le droit exclusif de disposer des résultats de prestataire du service pour ses besoins propres

En aucun cas il ne pourra faire état des résultats des études des essais lors d'une communication orale ou écrite à caractère public, sans avoir au préalable obtenu l'accord du Maître d'ouvrage.

ARTICLE-22: DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les dispositions de l'article-50 du CCAG-EMO sont applicables au présent marché.

ARTICLE-23: CLAUSES TRAITEES PAR LE CCAG-EMO

Les clauses et prescriptions suivantes sont traitées au décret sur la passation des marchés et au CCAG-EMO et par conséquent ne sont pas reproduites au présent CPS mais elles sont applicables au présent marché:

- L'augmentation et la diminution dans la masse des prestations;
- Les changements dans les diverses natures de prestations.

ARTICLE-24: PRESENCE DU PRESTATAIRE DU SERVICE SUR LES LIEUX D'EXECUTION

Le prestataire du service doit mobiliser pour le présent marché les moyens humains disposant des qualifications lui permettant de mener à bien les tâches qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 25 : les mesures coercitives

Lorsque le prestataire du service ne se conforme pas à ses obligations contractuelles au titre du présent marché des mesures correctives seront prises à son égard En application de l'article 52 du CCAG-EMO

ARTICLE 26 rémunération des prix

Chaque prix figurant dans le bordereau des prix Détail estimatif sera rémunéré à l'intervention

ARTICLE 27 LES CARRACTERESDES PRIX

LES DISPOSITIONS DU CCAG-EMO SONT APPLICABLES

ARTICLE 28 INTERRUPTION DES PRESTATIONS

LES CLAUSES DE CCAG-EMO SERONT APPLICABLES

CHAPITRE II MODE D'EXECUTION

ARTICLE-29: DISPOSITIONS GENERALES

L'administration facilitera au prestataire du service, l'accès aux informations et documents utiles et relatifs aux essais qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, et dont disposent les différents départements tant au niveau local, qu'au niveau national.

L'Administration facilitera l'introduction des agents chargés de l'exécution du marché auprès de tous les services locaux dont la collaboration s'avérerait nécessaires pour la réalisation de ces prestations.

ARTICLE-30: NORMES TECHNIQUES

Les essais et contrôles du prestataire du service seront menés en appliquant les normes techniques homologuées par le Ministre de l'Equipeement et des Transports. A défaut, il sera fait application des normes françaises.

ARTICLE-31: DEFINITION DES PRIX

Les prix ci - après rémunèrent les prestations telle qu'elles sont figurées dans le bordereau des prix - détail estimatif du présent CPS et comprennent toutes sujétions à l'aboutissement desdites prestations. Ils intègrent également les frais relatifs à la présence aux réunions et visites de reconnaissances programmées par Le Maître d'ouvrage, la réalisation des essais et études in situ et au prestataire du service, le contrôle de la qualité des travaux, la rédaction des rapports de synthèse et commentaires des résultats à la demande du Maître d'ouvrage ...etc., y compris toutes sujétions.

Ces prix comprennent en outre, le bénéfice ainsi que tout droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Toutes les dispositions de l'article-34 du CCAG-EMO sont applicables.

ESSAIS DE CONTROLE DE QUALITE DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE VOIRIE A AIT MELLOUL

BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

N° prix	Désignations des prestations	unité	Quantité	P.U. hors tva en dirhams	Prix total hors tva
1	Analyse granulométrique sous eau	I	5		
2	limite d'Atterberg	I	5		
3	Mesure de dureté Los Angeles	I	2		
4	Mesure de la résistance par micro deval	I	2		
5	Mesure de l'indice de concassage	I	2		
6	Mesure de la densité au densitomètre à membrane	I	15		
7	Mesure de la teneur en eau	I	15		
8	Essais proctor modifié	I	5		
9	essais sur pavé autobloquants pour 6 éléments	I	2		
10	Identification des granulats pour enrobé	I	12		
11	Essai d'extraction de l'enrobé bitumineux	I	25		
12	Essai Marshall	I	25		
13	Essai Duriez	I	7		
14	Analyse de bitume pur	I	4		
15	Contrôle de béton	I	3		
16	Essais de carottage de l'enrobé	I	70		
17	Essais sur buses en PVC série I	I	4		
				TOTAL H.T	
				taux TVA (20%)	
				TOTAL T.T.C	

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif TVA COMPRISE à la somme de :

.....

FAIT ALE.....
 SIGNATURE ET CACHET DU CONCURRENT

MARCHE N°.

Passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et paragraphe1 de l'article 17 et de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ESSAIS DE CONTROLE DE QUALITE DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE VOIRIE A AIT MELLOUL

Arrêté le montant INITIAL DU présent marché est arrêté à la somme de (T.T.C) :

- ✓ En chiffres :
- ✓ En lettres :
-

<u>Dressé par le service des travaux</u>	<u>vu par le chef division technique</u>
Ait Melloul Le.....	Ait Melloul Le.....
<u>Présenté par le président</u> <u>du conseil commune D'Ait Melloul (maitre d'ouvrage)</u>	
Ait Melloul Le.....	

lu et accepte par le prestataire de service :

A Le

Vu Et Approuvé l'autorité compétente par :

Ait Melloul Le.....

MARCHE N°.

Passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa-2 paragraphe-1 de l'article-16 et paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa-3 paragraphe-3 de l'article-17 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada-I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ESSAIS DE CONTROLE DE QUALITE DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE VOIRIE A AIT MELLOUL

Arrêté le montant INITIAL DU présent marché est arrêté à la somme de (T.T.C) :

- ✓ En chiffres :
- ✓ En lettres :
-

<u>Dressé par le service des travaux</u> Ait Melloul Le.....	<u>vu par le chef division technique</u> Ait Melloul Le.....
---	---

Présenté par le président
du conseil commune D'Ait Melloul (maitre d'ouvrage)

02 FEV 2017



الحسين المبروك
الرشيد
Municipalité d'Ait Melloul
Président

Ait Melloul Le.....

lu et accepte par le prestataire de service :

A Le.....

Vu Et Approuvé l'autorité compétente par :

Ait Melloul Le.....